



70^e session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Points 142 et 132 de l'ordre du jour

Rapport d'activité du BSCI **Examen de l'efficacité : rapport annuel du CCIQA** **Report on OIOS activities** **Review of efficiency: IAAC annual report**

New York, le 13 octobre 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation du rapport du Bureau des services du contrôle interne (BSCI) pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, de même que le rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA), qui couvre la période du 1^{er} août 2014 au 31 juillet 2015.

Monsieur le Président,

Le BSCI a fêté son 20^e anniversaire il y a exactement un an. Nous avons dressé le bilan des résultats qu'il avait obtenus jusque-là, et souligné l'utilité de ses contributions à la bonne gouvernance de l'organisation. Aujourd'hui – et ce n'est pas la première fois que cela se produit dans la brève histoire du bureau – son indépendance opérationnelle est mise en doute par les Etats membres et le grand public, suite à son implication présumée dans certaines décisions de l'administration. A notre avis, il faut penser à l'avenir et communiquer un ferme message commun à la nouvelle direction du BSCI.

En ce qui concerne l'indépendance opérationnelle du BSCI, nous apprécions au plus haut point les observations et recommandations du CCIQA. La manière et les raisons de la préservation de son indépendance opérationnelle sont un défi pour tout service de contrôle interne chargé en parallèle de conseiller l'administration. La difficulté est encore plus grande dans le cas du BSCI en raison de sa participation aux réunions du Comité de gestion. Il importera donc de définir soigneusement ce rôle pour préserver son indépendance. Nous pensons comme le CCIQA qu'en ce qui concerne le processus d'investigation, il faut définir clairement les rôles et procédures, dans l'idéal en termes juridiques ; un manuel provisoire contenant des consignes applicables aux investigations ne suffit pas.

Nous nous demandons en outre si la réunion des fonctions d'audit, d'investigation et d'évaluation sous un même toit consolidera vraiment l'indépendance générale du bureau, eu égard à la nature très différente des rapports qu'entretient chacune de ces entités avec la direction. Et si la structure actuelle devait être maintenue, nous nous demandons également comment les trois divisions pourraient mieux collaborer pour renforcer collectivement et mutuellement l'indépendance opérationnelle du bureau dans son ensemble. Nous sommes donc très favorables à l'examen global du bureau que recommande le CCIQA. Cet examen engloberait bien sûr les questions relatives au renforcement de la fonction d'investigation, et prendrait la place d'autres rapports attendus depuis longtemps déjà sur ce point. Nous appelons tous les Etats membres à approuver cette recommandation.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons de la nomination de Madame Heidi Mendoza, des Philippines, aux fonctions de Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne. Car nous attendons beaucoup du BSCI : dans le domaine de l'audit, les assurances qu'il fournit aux directeurs des programmes sont plus nécessaires que jamais, du fait que les Nations Unies doivent faire face à une augmentation de leurs mandats en cette période de graves crises humanitaires et politiques, et cela malgré des contraintes budgétaires. Il en va de même pour les initiatives actuelles de transformation des activités. Sur le plan des investigations, l'Organisation a récemment été exposée à la fraude, et elle a aussi été critiquée pour n'avoir pas lutté efficacement contre des problèmes d'exploitation et d'abus sexuels dans des missions de terrain. Pour ce qui est de l'évaluation, il doit être tenu compte des leçons apprises dans les futurs programmes, car les Etats membres et leurs contribuables sont en droit de savoir si les programmes de l'ONU obtiennent les résultats escomptés avec un maximum d'efficacité et d'efficience.

Tels sont certains des défis opérationnels que la nouvelle direction du BSCI aura à relever, tout en veillant à ce que le bureau conserve un degré suffisant d'indépendance réelle et perçue. Le BSCI peut en tout cas compter sur notre appui.

Pour conclure, Monsieur le Président, j'ajouterai que nous suivrons aussi, dans les consultations informelles, les progrès obtenus dans la gestion globale des risques, en nous intéressant particulièrement aux façons proposées d'aborder à l'avenir les six grands risques au sein de l'organisation. La Suisse et le Liechtenstein continueront de chercher des façons de renforcer le bureau, pour rendre l'ONU encore plus responsable, transparente, efficace et efficiente.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the introduction of the report of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on its activities for the period from 1 July 2014 to 30 June 2015 as well as the report on the activities of the Independent Audit Advisory Committee (IAAC) for the period from 1 August 2014 to 31 July 2015.

Mr. Chairman,

Exactly one year ago, OIOS celebrated its twentieth birthday. We took stock of the achievements of the Office and underscored its important contributions to the good governance of the Organization.

Today, not for the first time in its short history, the operational independence of OIOS is being questioned by both Member States and the broader public, following the Office's alleged embroilment in certain decisions by management. We believe that we need to look ahead and pass on a strong joint message to the new leadership of OIOS.

On the operational independence of OIOS, we welcome the very valuable comments and recommendations made by the Independent Audit Advisory Committee (IAAC). The "how and why" of maintaining operational independence while advising management is a challenge to any internal audit. In the case of OIOS, however, this challenge is compounded by the Office's participation in the meetings of the Management Committee. It is therefore important to carefully define this role in the future in order to safeguard the independence of OIOS. We also concur with the IAAC that a clear definition of roles and procedures, ideally in legal terms, is necessary with regard to the investigation process. Having only a provisional manual that guides the investigation process is simply insufficient.

We are also questioning if bringing together the audit, investigations and evaluation functions under one roof is truly conducive to the overall independence of the Office, considering the very different nature of the relationship the three divisions have with management. Or, if we take the current structure for granted, how the three divisions can better work together in order to collectively and mutually reinforce the Office's operational independence as a whole. We therefore see great merit in the recommendation of the IAAC to mandate a holistic review of the Office. Such a review would obviously include matters pertaining to the strengthening of the investigations function and therefore obviate the need for other long-awaited reports in this regard. We call upon Member States to endorse this recommendation.

Mr. Chairman,

We welcome the appointment of Ms Heidi Mendoza from the Philippines as the new USG for Internal Oversight Services. We have high expectations: in the area of audit, the assurance OIOS provides to programme managers is more important than ever, as the United Nations is facing many significant challenges in delivering increasing mandates in times of major humanitarian and political crises while facing budgetary constraints. This is also true for the different business transformation initiatives that are currently under way. In the area of investigations, the Organization has recently been vulnerable to fraud and has also been facing criticism for not effectively countering issues such as sexual exploitation and abuse in field missions. In the area of evaluation, lessons learnt must be incorporated in future programmes since Member States and their taxpayers need to be informed if the UN's programmes are achieving expected results in the most efficient and effective way.

These are some of the more operational challenges the new leadership of OIOS will be facing, in addition to ensuring that OIOS has an appropriate degree of real and perceived independence. OIOS can rest assured of our support to this end.

To conclude, Mr Chairman, let me add that we will also be following up during the informal consultations on the progress made in the area of enterprise risk management, with a particular focus on the proposed way forward regarding the Organization's six key risks. Switzerland and Liechtenstein will continue to seek ways to strengthen the Office with a view to making the UN more accountable, transparent, efficient and effective.

Thank you, Mr Chairman.